

par IRIS MARJOLET*

Les bricolages anti-démocratiques

de Nicolas Maduro

LES VÉNÉZUÉLIENS vivent en 2016 une situation inouïe. La modernité de leur pays est intrinsèquement liée à l'exportation d'hydrocarbures et aux effets de leur rente dans tous les domaines de la vie sociale. Depuis 1998, année où Hugo Chavez accède à la présidence et convoque une Assemblée constituante, le statut de l'industrie pétrolière a radicalement changé: la «révolution bolivarienne» marque la fin du réinvestissement de la rente pétrolière dans d'autres secteurs de l'économie, remplacé par sa distribution directe aux habitants les plus démunis. La conséquence de cette politique est l'affirmation accrue de la dépendance économique du pays vis-à-vis du revenu pétrolier.

Déclin de la production pétrolière dès 2002

Une nouvelle étape est franchie en 2002. Depuis la nationalisation du pétrole en 1975 et jusqu'à la grève nationale massive dans l'industrie pétrolière en avril 2002, PDVSA (Petroleos de Venezuela) avait un statut d'entreprise publique autonome, organisée autour d'une «méritocratie technocratique». À partir de 2002, elle est complètement subordonnée à l'exécutif et devient le bras financier des politiques du gouvernement.

Pourtant, la production vénézuélienne de pétrole commence à décliner en cette année 2002. La compagnie nationale pétrolière vénézuélienne PDVSA est aujourd'hui au plus bas niveau de sa production depuis quinze ans. Si au début du premier gouvernement d'Hugo Chavez elle produisait 3,5 millions barils par jour, en 2013 elle n'en produit plus que 2,6 millions. Le déclin de la production pétrolière vénézuélienne le plus significatif de la décennie eut lieu pendant le mois de mai 2016 avec une chute de 120 000 barils par jour. La politique conçue et mise en œuvre par le président Hugo Chavez se trouve donc remise en cause par la situation de PDVSA, en particulier en ce qui concerne ses rapports avec Cuba^[1].

* Doctorante en géopolitique à l'université Paris VIII.

1. Depuis 2000 le Venezuela livre à Cuba entre 50 000 et 100 000 barils de pétrole par jour.

Dès que l'opposition vénézuélienne emporta – largement - les élections législatives, le 5 décembre 2015, l'une des premières mesures de la nouvelle majorité fut d'examiner à la loupe l'état des finances et des installations de la compagnie nationale du pétrole (PDVSA). Les nouveaux élus mettent en cause la véracité des bilans financiers et des rapports concernant la santé de l'entreprise dressés ces dernières années. Mais l'Assemblée nationale, où domine l'opposition, a été complètement neutralisée et les audits de PDVSA n'ont jamais été réalisés. En septembre 2016, le *New York Times* affirmait que PDVSA se trouvait à terre^[2].

L'industrie pétrolière est devenue elle aussi une source de corruption de grande dimension. L'entreprise ne peut masquer ses procédures opaques, comme le montre le démantèlement du département de négociation du pétrole et le marchandage libre du pétrole vénézuélien sur les marchés internationaux. La chasse aux commissions se fait à très large échelle et elle est menée très souvent par des officiers des Forces armées sans appels d'offres. De plus, les « programmes sociaux » financés par PDVSA ne peuvent être soumis à des audits. En 2016, le contexte géopolitique dans la région, qui relève de la diplomatie pétrolière « chaviste », et concerne notamment l'avenir des accords de fourniture de pétrole à des pays comme Haïti, Nicaragua et Cuba, est marqué par l'incertitude. Ces accords paraissent impossibles à respecter dans l'état actuel de l'industrie, de l'économie nationale et du prix du baril. Le pétrole est le moteur de toute une série d'initiatives nationales et régionales qui sont intenables dans l'ère post-Chavez. Au point que la fragilité de l'économie vénézuélienne explique peut-être le rapprochement de Cuba avec les États-Unis.

Entre 2004 et 2008, les revenus du pétrole avaient atteint des montants colossaux, du fait de la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché mondial. Le prix du pétrole est passé de 16 à 101,06 dollars le baril de 1999 à 2011. Entre ces deux dates, les exportations pétrolières ont rapporté 608 milliards de dollars au Venezuela. Par exemple, en 2012, au vu du prix du baril de pétrole (103 dollars), le pays a reçu 92 milliards de dollars. Pendant les douze années de la présidence d'Hugo Chavez^[3], le prix moyen du pétrole vendu par le Venezuela a été de 49,3 dollars. Ces prix élevés ont partiellement compensé le déclin de la production nationale.

En 2014 la situation de l'industrie pétrolière vénézuélienne est devenue critique suite à la chute du prix du baril. Mais les mécanismes de corruption mis en place pour spéculer avec les pétrodollars fonctionnaient déjà très bien. Pour donner quelques exemples parmi des dizaines d'autres : en 2015 la presse internationale a signalé que l'un des comptes bancaires à Andorre d'un officier des Forces Armées vénézuéliennes était d'un montant de 500 millions de dollars ! Le kilomètre d'une ligne de métro à Caracas coûte 300 fois plus cher que sur les marchés internationaux ! Le gouvernement vénézuélien paie les voitures chinoises 30000 dollars quand leur prix réel est de 8000 dollars...

2. http://www.nytimes.com/2016/09/21/world/americas/venezuela-oil-economy.html?mwrsm=Facebook&_r=0 (consulté le 20 septembre 2016).

3. Cf. José Manuel PUENTE, « Rente et révolution. L'économie politique vénézuélienne pendant les présidences d'Hugo Chavez » Problèmes d'Amérique latine, n° 87, hiver 2012, p. 115-123.

Quand l'opposition veut croire à la voie démocratique

C'est dans ce contexte très incertain pour l'économie que l'opposition vénézuélienne, après sa victoire aux élections parlementaires du 6 décembre 2015, demande la réalisation d'un référendum révocatoire, dispositif présent dans la Constitution de 1999.

L'ampleur du triomphe de la coalition de l'opposition, la Table de l'unité démocratique (MUD), ouvrait des possibilités politiques inattendues. Même les chavistes modérés réclament la tête de Nicolas Maduro et de Diosdado Cabello. Les purges systématiques des dissidents du parti de Chavez, le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), la corruption extravagante des hauts fonctionnaires et l'inaction cruelle face à une crise économique qui a mis la population dans une situation d'urgence humanitaire sont ainsi à l'origine de ce mécontentement.

Mais le triomphe de la MUD, cette coalition d'opposants hétérogène et iconoclaste, se heurte à des défis variés. Le chantier est vaste des lois à élaborer pour faire face à la crise économique, obtenir l'amnistie des prisonniers politiques et rétablir la procédure normale de désignation des magistrats du Tribunal suprême de justice (TSJ), entre autres. Mais le pouvoir exécutif chaviste a désigné les membres du TSJ pour la période suivante, avant que l'assemblée d'opposition fonctionne. La MUD menait aussi un combat contre le Conseil national électoral (CNE) pour que soit reconnue la victoire de cinq de ses candidats. Mais le CNE n'a reconnu la victoire que de 107 députés pour l'opposition (le PSUV en a obtenu, quant à lui, 55). Alors que la majorité de 2/3 est atteinte avec 112 sièges.

Après sa défaite en décembre 2015, le président sortant de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, a annoncé la création d'une «Assemblée communale», un organe parallèle à l'Assemblée tenue par l'opposition, qualifié par Nicolas Maduro de «l'instance législative du peuple» officielle.

Dans la nuit du 13 au 14 mai 2016, Nicolas Maduro a proclamé l'«état d'exception et d'urgence économique» pour une durée de quatre-vingt-dix jours. Le décret prolonge un précédent décret d'urgence économique qui expirait le 14, et qu'il entend proroger jusqu'en 2017. Cette prolongation permet de donner un cadre légal à la violence répressive de l'armée et de la police. Nicolas Maduro justifie ce décret renouvelant l'état d'urgence par la nécessité de permettre la mobilisation de l'armée contre «l'ennemi extérieur et intérieur».

Face à l'opposition massive que suscitent ces décisions, Maduro va jusqu'à menacer d'instaurer un «état de troubles intérieurs», un niveau d'urgence encore supérieur à celui déjà décrété. Ce renforcement de l'état d'exception restreint davantage encore le droit de manifester et permet d'autoriser les détentions préventives sans décision d'un juge. La répression, la suppression définitive de la séparation des pouvoirs et la volonté de rester à la tête de l'État à tout prix apparaissent ainsi comme les seules réponses du gouvernement à un panorama économique et social encore jamais vu aujourd'hui en Amérique latine.

L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE

organise chaque mois une conférence-débat,
avec un historien, écrivain, journaliste, chercheur, etc.
suivie – pour ceux qui le souhaitent –
d'un dîner avec le (ou les) intervenant(s)



Pour tous renseignements
concernant le programme de nos conférences-débats,
vous pouvez vous adresser

par téléphone au **01 46 14 09 30** ou **33**

par courriel à **ih.souvarine@gmail.com**

ou encore visiter notre site Internet:

<http://www.est-et-ouest.fr>

Vous y retrouverez

toutes nos conférences en podcast.

